

COUP DE POIGNARD DANS LE POUVOIR D'ACHAT ET LA PROTECTION SOCIALE

Le président-candidat a commencé son mandat en faisant 15 milliards de cadeaux aux riches. Il a plongé le pays dans la crise, la récession et détruit l'emploi industriel. Il continue avec sa politique calamiteuse pour le peuple en offrant des cadeaux au grand patronat, aux spéculateurs en faisant la poche des pauvres. Nicolas Sarkozy qui parle de courage n'a, en vérité, que celui de battre en brèche la protection sociale et de mettre la tête sous l'eau aux plus faibles.

Premier cadeau : la TVA antisociale

Sous couvert de compétitivité des entreprises françaises, Sarkozy et la droite ont décidé, d'exonérer la totalité des cotisations patronales pour la branche famille de la Sécu et, en compensation, d'augmenter la TVA à 21,2 %. Cela va prélever 13 milliards d'euros sur l'économie française dont 85 % seront financé par les ménages.

Non content de faire des cadeaux aux riches, Sarkozy fait les poches des pauvres.

Et au sein même des ménages, la hausse de la TVA pénalisera surtout les ménages modestes, beaucoup plus exposés à la TVA que les ménages aisés qui épargnent une partie de leur revenu. Les 10 % des ménages les plus riches consacrent 3,4 % de leur revenu à la TVA, les 10 % les plus pauvres 8,1 %. La TVA est ainsi un impôt dégressif, dont la charge baisse quand le revenu augmente, à l'exact opposé de l'impôt sur le revenu.

Ceci n'est, ni plus, ni moins qu'un troisième plan d'austérité qui ne dit pas son nom. Comme il en a pris l'habitude, Nicolas Sarkozy casse les acquis sociaux, démantèle les lois qui nous protègent. Il cède aux injonctions des marchés financiers et fait des fleurs au patronat.

Quand on est de gauche, on ne peut tergiverser sur le fait que l'on reviendra sur tout ce que Nicolas Sarkozy a cassé durant son mandat. Il faut une alternative ambitieuse et crédible à ces politiques mortifères. Le Parti communiste français, le Front de gauche et leur candidat commun à la présidentielle, Jean-Luc Mélenchon consacrent toute leurs forces à la construction de cette alternative et font des propositions en ce sens :

- interdire les licenciements boursiers et instaurer un moratoire sur la déréglementation des services publics.
- supprimer le dispositif des heures supplémentaires,
- au chantage sur les horaires et les salaires, opposer un projet de sécurisation de l'emploi, de la formation et des revenus du travail,
- mettre fin aux exonérations patronales et sociales,
- augmenter les salaires, passer progressivement le Smic à 1 700 € net,
- donner des pouvoirs nouveaux, de contrôle et décisionnels pour les comités d'entreprises et les délégués du personnel notamment le droit de veto suspensif.

Second cadeau : la casse du droit du travail

Sarkozy et la droite s'attaquent une fois de plus aux négociations sociales. Ils veulent instaurer le chantage patronal comme une généralité avec comme objectif à peine dissimulé, la volonté de faire renoncer les salariés aux 35 heures comme durée légale du travail ou à accepter des baisses de salaire en agitant le chiffon rouge de la menace de licenciements ou de délocalisations.

Un retour au XIX^e siècle

C'est entreprise par entreprise que seront fixés les salaires et les durées de travail et non plus par la loi. Ces décisions auront désormais une valeur supérieure à la loi et au Code du travail. C'est un immense recul car, entreprise

par entreprise, les travailleurs n'auront pas la capacité de répondre aux injonctions d'augmenter leur temps de travail, de baisser leurs salaires ou bien de passer au chômage technique. Une fois de plus, Sarkozy veut diviser pour mieux faire passer ses coups tordus.



**METTONS NOS FORCES EN COMMUN !
PRENEZ LE POUVOIR ! VOTEZ MÉLENCHON !**

